

Plénière du 12 12 2011

Déclaration Force-Ouvrière sur le Budget primitif 2012

Dans un contexte mondial, et par ricochet, national particulièrement difficile, la Région nous soumet sa proposition de budget primitif 2012.

Nous pourrions enfoncer des portes ouvertes et nous contenter de répéter ce que les différents « Experts » de droite comme de gauche nous assènent à longueur de journée.

Pour pouvoir continuer à s'enrichir, le financier maître incontestable de notre société, bien plus puissant que tous nos dirigeants, n'a de cesse de demander à ceux qui ne vivent que de leur travail de plus en plus d'efforts et de sacrifices (écrasant au passage les laissés pour compte de la société devenus inutiles à leurs yeux).

Dans un monde qui n'a jamais été aussi riche, les pauvres, les précaires, les exploités n'ont jamais été aussi nombreux. Grâce à cette situation, les dogmes qui s'appuient sur un soit disant nécessaire retour à l'ordre social, ou ceux qui permettent la remise en cause des droits acquis, trouvent leur justification.

Jamais l'homme n'a été autant au centre des réflexions des uns et des autres.... mais dans quel but ? Alors que jamais il n'y a eu, depuis plus de 50 ans, autant de chômage, la valeur travail devient la valeur refuge. Ceux qui n'y ont pas accès sont montrés du doigt comme responsables de leur situation.

Remise en cause des 35 heures, maladies imaginaires qui plombent les bénéficiaires des entreprises et augmentent de façon abyssale le trou de la Sécurité Sociale (mais où est donc la responsabilité des médecins ?), fonctionnaires pléthoriques, surpayés et trop protégés qui sont à l'origine du déficit de la France et de l'explosion des budgets des collectivités locales ; tout est bon aujourd'hui pour remettre en cause notre modèle social, pourtant mis en avant par grand nombre de nos élus.

Le budget de la Région est présenté aujourd'hui dans ce contexte extrêmement préoccupant, il serait très mal venu de profiter de cette situation pour politiser le débat.

Ce qui nous importe au Conseil Economique Social et Environnemental, ce qui devrait tous nous guider, c'est qu'au-delà des clivages des sensibilités des uns et des autres nous n'ayons qu'un seul objectif: le devenir de la Franche-Comté, l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants et de son développement économique indispensable à la réalisation de ces objectifs dans le cadre d'une gestion rigoureuse des finances publiques.

Sur le budget lui-même:

La réforme de la fiscalité locale met la Région dans la position de n'être qu'un organisme de gestion au service de l'Etat, plutôt qu'une collectivité autonome maîtresse de ses choix politiques et jugée sur ses choix d'investissement.

L'Etat voulant paraître bon gestionnaire soucieux des deniers publics, s'est débarrassé à bon compte de deux des compétences qu'il maîtrisait le moins, à savoir le transport ferroviaire de voyageurs de proximité et la gestion des personnels techniques des lycées. En forfaitisant sa compensation, il oblige la Région désirant rendre le meilleur service possible aux Franc-Comtois, ce que l'Etat ne faisait plus depuis longtemps, à transférer une partie importante de son budget d'investissement en fonctionnement.

De plus, par sa réforme fiscale, l'Etat oblige la Région à n'avoir comme ressource propre que 18% de son budget, ce qui montre le peu de respect du national sur la démocratie de proximité. Cela ne l'empêche pas, par ailleurs, de solliciter la Région sur des projets structurants relevant de sa seule compétence.

Malgré ces contraintes, les choix faits par l'Exécutif Régional, même si nous pouvons avoir des divergences, nous paraissent aller dans le bon sens et dans l'intérêt Franc-Comtois.

Le volet transport, premier poste de dépense de la Région, du fait de la finalisation de la 1ere tranche de la LGV, et malgré la mise en place du cadencement (+ de 6M€), passe en 2eme position. Dans le contexte difficile du marché du travail, la formation, et l'accompagnement des salariés en difficulté, levier indispensable au développement économique avec la possibilité de retrouver un emploi, devient, avec 29%, le premier budget Régional.

Nous ne pouvons que saluer ce choix, et encourager tous les acteurs concernés à mettre en œuvre, sans attendre, les possibilités qui seront offertes pour soutenir ce choix politique.

L'appui au développement du numérique est une nécessité que la Région a compris et soutient de façon importante. L'accès au numérique, à savoir le haut débit, est un maillon indispensable du développement économique et de la résorption de la fracture sociale.

Un budget traduit aussi le sens des responsabilités des élus par les engagements pluriannuels pris, et les autorisations de programme en hausse de plus de 58% touchant les bâtiments d'avenir, les transports et des infrastructures dans le cadre du PDMI, vont dans le bon sens.

Certes, la Région aurait pu faire quelques économies, comme par exemple sur la participation même symbolique du financement des études de la voie fluviale Saône Moselle Saône Rhin, alors que cette dernière est de la compétence exclusive de l'Etat.

La Région aurait pu aller plus loin dans la démarche de repositionnement de l'ARD, car elle est devenue le seul financeur et se demander si cette Agence a encore toute sa pertinence même dans un cadre nouveau. Le redéploiement de ses effectifs pouvant se faire dans d'autres domaines en manque de personnel. En tout état de cause, les sommes en jeu étant importantes, il faudra faire un bilan rapide de l'efficacité de cette dernière, et connaître quel sera le retour sur investissement,

Enfin et pour finir nous saluons le soutien fort de la Région à la recherche et l'innovation. Bien que cette dernière ne soit pas de sa compétence, c'est un choix courageux, pour peu que les structures concernées sortent de leur léthargie et comprennent que l'intérêt général leur impose de tout mettre en œuvre pour permettre à la Franche-Comté de redevenir une terre d'innovation et d'excellence.

Malgré notre vote négatif sur l'IPV (manque d'informations chiffrées), nous voterons donc positivement ce budget.

Budget primitif 2012

Rapport 3-2 Position FO

Sur ce rapport:

Nous sommes conscients que le cadencement tel que défini dans les critères de fonctionnement des transports n'est pas aujourd'hui une véritable option proposée aux Franc-Comtois. Mais ce premier pas était nécessaire. Le coût financier pour la Région est loin d'être négligeable (+ 6 millions €) Il faut bien un début, et nous espérons que les usagers ne subiront pas trop dans leur vie quotidienne les aléas des changements d'horaires, même si en proposition de desserte, sur le papier, le bilan peut paraître attractif.

Si tel était le cas, très vite une cellule réunissant usagers, entreprises et administrations essayant conjointement de trouver des solutions devrait être réunis, sachant qu'il est impossible pour la SNCF, de modifier les horaires pendant un an et que la fenêtre de tir pour cette possibilité se termine fin mars 2012.

Nous approuvons la création d'un poste supplémentaire au service transport dans le cadre de la renégociation de la convention TER sachant que parmi les critères d'embauche, que nous ne connaissons pas, il faudrait inclure la connaissance parfaite du fonctionnement administratif de la SNCF et la façon de calculer le coût réel du service rendu.

Sur Belfort Delle:

Ceux qui seront les bénéficiaires presque exclusif de ce service (y compris en terme d'implantations d'entreprises qui ont déjà commencé juste de l'autre côté de la frontière) seront les Suisses, même si on nous argumentera que les usagers du Sud Territoire sont aussi concernésmais à hauteur de quel pourcentage....là est la véritable question.

C'est pourquoi nous estimons que c'est à la Confédération Helvétique de financer majoritairement, non seulement les travaux de réouverture de cette ligne, mais aussi son fonctionnement

Sur le PDMI, nous ne comprenons toujours pas ou nous comprenons trop bien la position de l'Etat, qui contractualise pour calmer les élus, mais qui, dans le même temps, fait tout pour ne pas réaliser les projets retenus en les faisant traîner, sachant qu'il n'a pas les moyens financiers de les assumer.

Malgré ces remarques et sachant que ce dossier est en pleine négociation, espérant que nos réflexions seront entendues, nous voterons ce rapport.